COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES POUR LA PALESTINE

Distr. RESTREINTE
SR/222
30 mai 1951
ORIGINAL: FRANCAIS

COMPTE RENDU DE LA DEUX CENT VINGT-DEUXIEME SEANCE

qui s'est tenue à Government House, Jérusalem,
le mercredi 30 mai à 11 heures.

Présents:

M. Aras (Turquie) - Président
M. Palmer (Etats-Unis)
M. de Boisanger (France)
M. de Azcarate - Secrétaire principal

1. Evaluation des biens abandonnés en Israël par les réfugiés arabes (W/63)

M. ANDERSEN (Chef de l'Office pour les réfugiés) indique qu'après avoir pris connaissance du compte-rendu des débats de la Commission sur les différentes méthodes qui, d'après M. Berncastle, pourraient être employées pour évaluer les biens abandonnés en Israël par les réfugiés arabes, et après s'être entretenu de la question avec le spécialiste des questions foncières, il croit comprendre que la Commission serait favorable à l'adoption d'une formule combinant deux des méthodes exposées dans le document W/63. Il a en outre étudié avec M. Berncastle quels seraient les moyens qui permettraient d'accélérer les travaux d'évaluation afin de parvenir aussi rapidement que possible à déterminer la somme globale représentant le montant des indemnités à payer à titre de compensation. A ce sujet M. Berncastle lui a fait part des conclusions auxquelles il a abouti à la suite de ses travaux préliminaires, conclusions qu'il va lui demander d'exposer à la Commission.

M. BERNCastle (Spécialiste des questions foncières) explique qu'il a apporté avec lui, de Londres, les statistiques ayant trait aux villages de Palestine, qui avaient été publiées par le Gouvernement mandataire. Ces statistiques contiennent

une liste des villes et des villages de Palestine répartis selon la valeur qu'ils représentent en dix-sept catégories rassemblées en neuf groupes distincts. Pour chaque ville et chaque village a été indiqué le nombre de dunums représentant la superficie des terres et pour chaque groupe de catégories est indiqué le nombre de dunums appartenant à des Arabes et à des Juifs. En étudiant ces statistiques, il a laissé de côté tous les villages qui ne relèvent pas actuellement de la juridiction d'Israël. Pour les villages se trouvant actuellement partagés par les lignes d'armistice, il a pris en considération une partie de ces terrains, en se basant sur les cartes disponibles et sa connaissance personnelle de la région. Il a ensuite étudié le cas des quatre-vingt-dix à cent villages où vivent encore actuellement 134.000 mille Arabes et a constaté que d'une façon générale, la population arabe initiale était restée la même. En conséquence il a retiré ces villages de la liste figurant dans les statistiques. Le total des chiffres obtenus pour chaque village et chaque groupe, représente la superficie totale des terres abandonnées en Israël par l'ancienne population arabe. En multipliant le chiffre total ainsi rectifié, par le coefficient représentant la valeur des terres selon leur catégorie, on obtient la valeur totale de la propriété foncière rurale abandonnée en Israël par les réfugiés arabes.

Pour évaluer la propriété foncière urbaine, M. Berncastle avait d'abord pensé que la seule façon de procéder consisterait à étudier les registres de l'Administrateur des biens des absents ou les documents fiscaux. Toutefois, en dépouillant les statistiques relatives aux villages il s'est rendu compte que pour chaque ville on avait fait figurer dans des colonnes spéciales le chiffre représentant le montant annuel des impôts payés par les Arabes, les Juifs et les autres contribuables. Dans la plupart des cas, les villes habitées uniquement par des Arabes ont été complètement évacuées et la propriété foncière est passée aux mains des Juifs. Pour obtenir le chiffre approximatif de la valeur annuelle nette il suffit donc de multiplier par dix le chiffre de l'impôt annuel - puisque d'une façon générale l'impôt représente 10% de la valeur annuelle nette.

La seule ville pour laquelle il n'est pas possible d'appliquer cette méthode est la ville de Jérusalem et dans ce cas on devra avoir recours aux registres de l'Administrateur des biens des absents et aux documents fiscaux. Les difficultés se trouvant ainsi limitées à une seule ville, M. Berncastle pense que les opérations d'évaluation pourront être effectuées beaucoup plus rapidement qu'on l'avait d'abord pensé. Il souligne qu'au cas où l'Administrateur des biens des absents ne pourrait pas mettre à sa disposition la liste des propriétés abandonnées par les Arabes, il devra lui-même établir cette liste et aura besoin pour ce travail d'un personnel supplémentaire.

M. de BOISANGER (France) a plusieurs questions à poser à M. Berncastle. Il voudrait savoir en premier lieu si celui-ci ne rencontre pas de difficultés pour calculer la propriété immobilière dans des villes comme Haifa et Jaffa évacuées aux deux-tiers par les Arabes; en second lieu si M. Berncastle tient compte dans ses évaluations, des propriétés situées dans le no man's land dans les zones démilitarisées et enfin, de quelle façon il pense procéder pour évaluer les propriétés situées dans ces territoires. Prendra-t-il pour base de ses calculs les lignes d'armistice actuelles? Prévoit-il des difficultés pour évaluer les propriétés situées dans la zone démilitarisée entre la Syrie et Israël?

Le PRESIDENT suggère que M. Berncastle réponde en détails aux questions de M. de Boisanger et à toutes autres questions des membres de la Commission au cours de la séance du lendemain.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 heures.